



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruxelles, le 12 avril 2023

ENSEMBLE, ON EST TOUJOURS PLUS FORTS

Sortir de la logique managériale, encadrer les élèves dans des classes décentes, offrir aux CPMS un cadre suffisant pour assurer leurs missions essentielles, revaloriser le Qualifiant de manière cohérente et sans casser l'emploi, voilà bien des priorités qui méritent mieux qu'une division du Front commun syndical de l'enseignement.

1. Certains laissent entendre que la CGSP-enseignement, le SETCa-SEL, la CGSLB et l'APPEL seraient sortis du Pacte sans consulter largement leur base. **C'est FAUX !** Nos mandants refusent que nos organisations syndicales continuent à siéger dans un Comité « de concertation » qui n'en a que le nom et où nous servons de caution morale à la mise sur pied d'un **Pacte profondément dénaturé. La nécessité des réformes du Pacte n'est pas remise en cause, mais il faut bien se rendre à l'évidence : les équilibres du Pacte ont été rompus.**

2. **Depuis 2017, nous menons de manière continue et proactive la consultation de nos membres**, a fortiori en ce qui concerne des sujets aussi sensibles que l'évaluation sommative des membres du personnel. C'est d'ailleurs cette consultation qui nous a amenés à formuler très tôt l'exigence d'une séparation entre les deux dispositifs prévus par l'avant-projet de décret. Cette séparation ne peut se résumer, comme le suggèrent certains, au simple report de l'entrée en vigueur du dispositif d'évaluation pouvant déboucher sur une sanction. **Nous demandons que seul le premier volet soit mis en œuvre et fasse l'objet d'une évaluation. Pour rappel, il existe déjà dans chacun des statuts un régime disciplinaire permettant de sanctionner un enseignant qui dysfonctionne, y compris sur le plan pédagogique.**

Nous n'avons jamais caché que sans cela, notre position au sein du Comité de concertation du Pacte était intenable.

3. Nos organisations n'ont cessé de dénoncer une mesure voulue par les fédérations de Pouvoirs organisateurs, contre les membres du personnel et au détriment des conditions de travail d'un bon nombre de directeurs. Ce que certains refusent de voir en maintenant leur participation au Comité de concertation, c'est que **le management pédagogique par objectifs donne aux PO et à leur délégué un pouvoir démesuré qui réduira à néant la liberté pédagogique des enseignants.** Ce n'est pas seulement une question de risque de dérives, mais **d'un changement radical des relations de travail dans les équipes pédagogiques qui est à l'œuvre.**

Depuis plus d'un an, les personnels des établissements d'enseignement sont des milliers à exiger une amélioration du système éducatif qui tienne compte des besoins des personnels et des élèves. Des milliers à exiger une revalorisation du métier. Des milliers à exiger des conditions décentes pour enseigner et apprendre. Des milliers à exiger de véritables moyens pour l'enseignement qualifiant, les CPMS, une taille des classes raisonnable et plus largement pour permettre la mise en œuvre de réformes coûteuses en temps et en énergie.

Plus que jamais, nous appelons les personnels de l'enseignement à manifester **ENSEMBLE** le 27 avril prochain dans les rues de Bruxelles. **Ensemble, on est TOUJOURS plus forts !**

Rendez-vous le 27 avril 2023 à 9h30, Gare du Midi à Bruxelles.

Joseph THONON,
CGSP-Enseignement

Adrien ROSMAN,
SETCa-SEL

Masanka TSHIMANGA,
SLFP-Enseignement

Elisabete PESSOA,
APPEL